



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Mulhouse, le 4 décembre 2018

Unité départementale du Haut-Rhin
Equipe MA

**AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Article R. 181-46 du code de l'environnement
Modification notable d'une installation classée
soumise à autorisation**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Du Pont de Nemours à Uffholtz

Rédigé par L'inspecteur de l'environnement (Installations Classées)	Vérifié par l'adjointe au chef du pôle risques accidentels	Vu, approuvé et transmis Pour le directeur régional et par délégation, l'adjointe au chef du service Prévention des Risques Anthropiques

I. PRÉSENTATION DE L'AFFAIRE

La société Dupont de Nemours exploite, sur son site de Uffholtz, des installations de fabrication de produits phytosanitaires (herbicides) soumises à autorisation Seveso seuil bas au titre des ICPE et réglementées par l'arrêté préfectoral n°2010-193-16 du 9 juillet 2010 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2017.

Par courrier du 6 août 2018, la société Dupont de Nemours informe le Préfet, en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement, de son intention de modifier les conditions d'exploitation de son site de Uffholtz. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires par courriels des 27 septembre et 10 octobre 2018.

Le projet de modification porte sur la modification de l'unité de formulation et granulation S11 du site, afin de permettre la production de 5 nouveaux herbicides actuellement fabriqués chez des sous-traitants. Ces productions seront réalisées par extrusion, ce qui nécessite la mise en place d'une nouvelle station de déchargement de big-bag, d'équipements permettant de réaliser le procédé d'extrusion et la modification des équipements de dépoussiérage de l'air.

L'exploitant envisage un démarrage de l'activité au deuxième semestre 2019, avec des travaux de préparation à partir de janvier 2019.

II. ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION FOURNIS PAR L'EXPLOITANT

Éléments administratifs

L'exploitant envisage une production annuelle de 600 t de ces nouveaux produits. Cette production viendra en compensation de la diminution des volumes de produits liquides à base de nicosulfuron fabriqués dans l'unité S13 du site. Ainsi, la production du site en 2017 s'est élevée à 874 t d'herbicides, ce qui, avec le projet, porterait la production totale du site entre 1400 et 1500 t par an.

Ce chiffre est inférieur à la capacité de production autorisée du site, de 2000 t d'herbicides par an.

Les nouvelles productions envisagées ne comportent pas d'étape de synthèse chimique.

Le dossier remis comporte en annexe les fiches de données de sécurité des différents produits (matières actives, additifs et produits finis) liés au projet qui seront manipulés sur le site. L'analyse de ces FDS met en évidence la présence de produits dangereux pour l'environnement H400/H410, relevant de la nomenclature des ICPE sous la rubrique 4510, pour laquelle le site est déjà classé à autorisation. L'exploitant indique que les quantités de produits relevant de cette rubrique présentes sur le site ne seront pas modifiées par le projet.

Le projet ne modifie donc pas le classement du site. L'exploitant indique qu'il ne modifie pas non plus la production totale autorisée pour le site.

Risques chroniques

Les 5 nouveaux herbicides envisagés seront produits à partir de trois matières actives, actuellement non présentes sur le site : le pyroxsulam, le florasulam et l'aminopyralid potassium. Conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant a prévu d'intégrer ces nouvelles matières actives dans le suivi des rejets d'eaux pluviales et d'eaux domestiques, ainsi que dans la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le procédé de fabrication comporte une étape de formulation, puis d'extrusion (qui vient remplacer l'étape de granulation réalisée sur les autres fabrications du site) et enfin de séchage. L'implantation des nouveaux équipements est prévue dans le bâtiment de l'unité.

Le procédé sera émetteur de poussières et de SO₂.

Le SO₂ provient d'une réaction entre une matière première (acide citrique) et une impureté présente dans une autre matière première (sulfite de sodium) en présence d'eau, à l'étape de formulation. L'émission totale de SO₂ est estimée à 7,5 t/an, avec un flux variant de 0 à 3,1 kg/h. Le SO₂ émis sera capté par le système d'extraction et rejeté par le biais d'une cheminée de 21 m de hauteur, que l'exploitant a prévu d'installer sur le toit de S11. Cette

cheminée dépassera donc de 5 m la toiture. L'exploitant a étudié les possibilités de traiter le SO₂ émis par différentes techniques (adsorption sur charbon actif, absorption sur colonne de lavage). Ces solutions n'ont pas été retenues, du fait de leur coût élevé et des transferts de pollution engendrés (déchets supplémentaires, consommation d'énergie supplémentaire).

Les condensats générés dans la cheminée seront collectés dans une cuve, où ils seront neutralisés avant d'être dirigés vers la cuve d'eaux de procédé de l'unité.

L'exploitant a réalisé une étude d'impact sanitaire spécifique aux rejets de SO₂, en testant plusieurs hypothèses de rejets (direction et flux rejeté) et en simulant la dispersion des rejets dans l'atmosphère par modélisation. L'hypothèse permettant de limiter le plus possible les impacts des émissions de SO₂ est la solution retenue par l'exploitant (cheminée de 21 m de haut). Les indices de risque calculés aux différents points récepteurs situés à proximité du site (habitations proches, centres des villes voisines, lieux de loisirs) sont tous inférieurs à 0,22. La valeur toxicologique de référence prise en compte pour la réalisation de ces calculs est celle préconisée par l'INERIS.

L'exploitant a également réalisé des modélisations, pour vérifier que les seuils olfactifs du SO₂ ne pouvaient être dépassés aux points récepteurs les plus susceptibles d'être touchés (habitations les plus proches situées dans les vents dominants). Aucun dépassement de seuil, même le plus bas, n'est mis en évidence sur la zone d'étude.

L'unité S11 est une unité de formulation/granulation qui produit des herbicides sous forme de granulés, à partir de matières premières solides en poudre.

Elle dispose de son propre système de ventilation/filtration, permettant d'assurer une efficacité minimale de 99,97 % de filtration des poussières présentes dans l'air avant rejet à l'extérieur (triple filtration avec finition HEPA – haute performance). Cette efficacité est rendue nécessaire par la nature des produits manipulés (herbicides puissants sous forme de poudres), afin d'éviter tout impact sur l'environnement. Un réseau de dépoussiérage permet de capter les poussières à leur source d'émission, avant de le filtrer. Ces systèmes seront modifiés pour être adaptés aux nouveaux équipements. Un nouveau filtre HEPA sera notamment installé pour collecter les poussières en provenance du sécheur. Le flux d'air filtré sera évacué par la nouvelle cheminée. Les points de rejet atmosphériques de l'atelier S11 passeront donc de 2 à 3.

Le site présente une consommation d'eau peu élevée (environ 1800 m³ en 2017). Les nouvelles formulations utiliseront de l'eau au prorata de cette consommation. Par contre, le fait d'introduire de nouvelles productions va nécessiter des lavages supplémentaires des installations entre deux productions différentes. Les eaux de lavage, entièrement gérées comme des déchets dangereux (incinération sur un site agréé), augmenteront d'environ 200 m³, soit un volume total de déchets aqueux produits par le site estimé à 450 m³, pour 300 m³ autorisés par l'arrêté préfectoral.

Le projet n'aura pas d'impact sur la gestion des eaux pluviales du site. Les rejets d'eaux domestiques augmenteront, du fait de la présence de 5 employés supplémentaires liés au projet. Les rejets devraient passer d'environ 700 à environ 900 m³/an. La gestion des eaux ne sera pas modifiée (transfert direct des eaux des toilettes à la station d'épuration de Cernay, filtration sur charbon actif des eaux de douches avant transfert à la station d'épuration).

En sus des déchets dangereux liquides, le site génère également des déchets dangereux solides, en quantités plus limitées. L'exploitant estime que ces quantités augmenteront de 13 t en 2017, à environ 20 t. Aucun nouveau type de déchets ne sera produit. Le système de collecte et traitement actuel reste donc adapté.

La consommation d'électricité et le trafic routier de poids-lourds augmenteront au prorata des nouveaux équipements mis en service et des tonnages supplémentaires produits.

L'exploitant n'envisage pas d'augmentation notable des émissions sonores du site, considérant que les équipements bruyants seront localisés à l'intérieur des locaux et en l'absence de mouvements de poids-lourds la nuit, malgré la mise en place d'une équipe de nuit en semaine (3 personnes) pendant les 4 mois de production annuels des nouveaux herbicides.

La nouvelle cheminée sera la seule modification visible du site depuis l'extérieur.

Risques accidentels

Tous les nouveaux produits utilisés sur le site se trouvent sous forme solide en poudre. Aucun n'est inflammable. Certains sont cependant combustibles et sous forme de poudre, donc potentiellement explosibles, et classés en classe d'explosion de poussières St3 (K_{st} > 300 bar.m/s). Les emballages sont principalement composés de palettes en bois, de cartons et de plastiques.

Les mesures de prévention existantes ont donc pour but d'éviter la formation de nuage de poussières, par aspiration et filtration des postes sensibles. Certains équipements sont par ailleurs inertés à l'azote, pour limiter les quantités d'oxygène comburant.

Le système de filtration de l'atelier S11, qui manipule déjà des poussières explosibles, est compatible avec l'utilisation de produits pulvérulents de classe d'explosion St2. Il sera rendu compatible avec l'utilisation de produits pulvérulents de classe d'explosion St3, tout comme celui de l'atelier S12 (atelier de conditionnement).

L'exploitant a répertorié les différentes zones ATEX du site et le matériel qui y est utilisé est conforme à la directive.

Enfin, en conditions normales de fonctionnement, la température des équipements est maintenue largement inférieure à la température d'auto-inflammation des produits manipulés.

La seule réaction identifiée susceptible de se produire entre les produits présents sur le site est la formation de SO_2 évoquée ci-dessus. Ce SO_2 sera évacué à l'atmosphère par la nouvelle cheminée prévue. Des détecteurs de SO_2 seront installés dans l'atelier S11 à proximité des équipements où les risques de fuite sont les plus probables, afin de mettre les installations en sécurité en cas de détection.

Aucune incompatibilité entre produits, entre produits et matériaux, ou entre produits et eau n'a été identifiée. Les procédés mis en œuvre n'exigent pas de mise sous pressions et le chauffage n'excède pas 100 °C.

Le site est déjà protégé contre le risque foudre. Une protection foudre spécifique est prévue pour la nouvelle cheminée.

Les deux principaux risques accidentels liés aux produits manipulés sont donc l'incendie et l'explosion. En cas d'incendie, les fumées peuvent être toxiques, au regard des produits de dégradation de certains produits utilisés. Ces risques sont pré-existants sur le site, du fait des caractéristiques des produits actuellement autorisés.

L'exploitant a réalisé une analyse de risque complémentaire à l'étude de dangers de 2011. Les scénarios étudiés sont l'incendie des magasins de stockage S11 et S12MP et l'explosion de poussières sur les filtres S11 et S12. Les scénarios d'incendie des magasins de stockage ont déjà été étudiés en 2011. Ils sont mis à jour avec les nouvelles caractéristiques des produits stockés.

Les magasins de stockage disposent de murs coupe-feu 2 heures sur toute leur hauteur, qui permettent de les séparer des autres activités du site. Les modélisations réalisées concluent à l'absence de rayonnement thermique à l'extérieur des magasins en présence des murs coupe-feu et au confinement des effets thermiques à l'intérieur des limites du site en cas de ruine des murs coupe-feu.

Concernant la toxicité des fumées, les modélisations concluent à l'absence d'effets au sol des panaches formés aux différentes conditions atmosphériques étudiées. L'exploitant indique par ailleurs qu'il n'y a pas de bâtiments ni de zones en hauteur susceptibles de se trouver dans les panaches de fumées. Cependant, comme préconisé dans la circulaire du 10 mai 2010 pour les incendies dans les stockages d'agropharmaceutiques, une distance minimale forfaitaire de 100 m pour les effets irréversibles est considérée. Ce rayon forfaitaire sort des limites de propriétés et impacte les habitations et activités les plus proches.

Les modélisations réalisées tiennent compte des préconisations formulées par l'INERIS dans les guides Oméga adaptés. La composition des panaches de fumées a été adaptée grâce à des résultats d'essais de feu sur des produits similaires à ceux stockés sur le site. Les hypothèses restent cependant conservatrices.

Les magasins sont équipés d'une détection de fumées et d'un système de sprinklage.

Les modélisations des explosions des filtres S11 et S12 concluent à l'absence d'effets de surpression hors site. Les modélisations des panaches de fumées liés aux explosions des filtres concluent à l'absence d'effets au sol pour S11 et à des effets irréversibles confinés au site pour S12.

Aucun effet domino susceptible d'atteindre des installations hors site n'a été identifié.

Au final, deux phénomènes dangereux sont susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur du site (explosions des filtres). Ces effets sont limités à des effets irréversibles et liés au rayon forfaitaire de la circulaire du 10 mai 2010. La probabilité et la gravité calculées de ces phénomènes permettent de positionner ces phénomènes dans la zone acceptable de la grille de criticité de cette même circulaire.

III. ANALYSE DU PROJET

Au regard de l'impact du projet sur la situation administrative autorisée du site, celui-ci ne constitue pas une extension au sens du I 1° de l'article R. 181-46.

La modification envisagée n'est par ailleurs pas visée par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 181-46, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement.

Le caractère substantiel de la modification est donc à apprécier au cas par cas. Le dossier et les compléments remis par l'exploitant sont clairs et détaillés et présentent tous les éléments permettant de réaliser cette appréciation.

L'évolution des impacts (consommation et rejets d'eau, rejets de poussières, production de déchets, consommation d'énergie) est au prorata du niveau de production du site. A noter que les estimations futures sont comparées aux valeurs de l'année 2017, lors de laquelle la production a été bien inférieure à la production autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010 et que la production après mise en œuvre du projet restera inférieure à la capacité autorisée. L'augmentation des impacts existants reste donc dans les limites de l'étude d'impact initiale du site.

Les nouveaux impacts sont liés à la présence de nouvelles matières actives sur le site, susceptibles de se retrouver dans les eaux et dans les sols en cas de pollution accidentelle, ainsi que les émissions de SO₂. Concernant la présence de nouvelles matières actives, les dispositifs de prévention, protection et surveillance existants et prescrits ou que l'exploitant a prévu d'ajouter permettent de maîtriser les risques associés. Concernant les émissions de SO₂, la hauteur de la cheminée prévue est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation. Le flux horaire maximum de SO₂ émis (3,1 kg/h) est largement inférieur au seuil de flux (25 kg/h) déclenchant une valeur limite en concentration défini par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Aucun impact sanitaire lié à ces émissions n'est mis en évidence dans l'étude réalisée.

Le projet n'ajoute pas de nouveaux risques accidentels, mais modifie les phénomènes dangereux existants. L'étude réalisée conclut à l'acceptabilité des phénomènes dangereux identifiés. L'exploitant a prévu de modifier les équipements existants, pour les adapter à la classe St3 d'explosion de poussières. Les mesures de protection existantes permettent sinon de maîtriser les risques identifiés.

Au regard des éléments décrits au point II et de la discussion ci-dessus, la modification n'est pas de nature à entraîner une évolution significative des dangers ou inconvénients pour l'environnement du site par rapport à ceux autorisés en 2010.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010 modifié nécessitent cependant d'être modifiées pour tenir compte du projet :

- ajout du point de rejets atmosphériques (cheminée) de l'atelier S11 dans le programme de surveillance du site et de valeurs limites d'émission pour les rejets de SO₂,
- augmentation du tonnage autorisé de déchets dangereux liquides produits par le site,
- ajout des mesures de maîtrise des risques des ateliers S11 et S12.

IV. AVIS

En référence à l'analyse qui précède, la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans autorisation préalable.

Les prescriptions d'exploitation en vigueur nécessitent d'être modifiées, comme décrit au point III, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire rédigé en ce sens est joint au présent rapport. L'inspection propose que ce projet soit soumis à l'avis préalable du CoDERST.

